



SESSION ORDINAIRE 2020 – 2021

25 MAI 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

**Examen de la pétition relative aux violences
sexuelles faites aux femmes et à la
sécurisation des abords du quartier du parc
du Cinquantenaire**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'égalité des chances et des droits des femmes

par Mmes Lotte STOOPS (N) et Viviane
TEITELBAUM (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs: Mmes Leila Agic, Delphine Chabbert, Margaux De Ré, M. John Pitseys, Mmes Clémentine Barzin, Viviane Teitelbaum, Nicole Nketo Bomele, Ariane de Lobkowicz, Véronique Lefrancq, Lotte Stoops, Khadija Zamouri.

Membres suppléants: M. Ibrahim Dönmez, Mmes Farida Tahar, Latifa Aït Baala, Marie Nagy, Hilde Sabbe, M. Gilles Verstraeten

Autres membres: MM. Fouad Ahidar, Pepijn Kennis.

GEWONE ZITTING 2020 – 2021

25 MEI 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

**Behandeling van de petitie betreffende
seksueel geweld tegen vrouwen en het
beveiligen van de omgeving van het
Jubelpark**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor Gelijke Kansen en Vrouwenrechten

door mevrouw Lotte STOOPS (N) en mevrouw
Viviane TEITELBAUM (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: mevr. Leila Agic, mevr. Delphine Chabbert, mevr. Margaux De Ré, de heer John Pitseys, mevr. Clémentine Barzin, mevr. Viviane Teitelbaum, mevr. Nicole Nketo Bomele, mevr. Ariane de Lobkowicz, mevr. Véronique Lefrancq, mevr. Lotte Stoops, mevr. Khadija Zamouri.

Plaatsvervangers: de heer Ibrahim Dönmez, mevr. Farida Tahar, mevr. Latifa Aït Baala, mevr. Marie Nagy, mevr. Hilde Sabbe, de heer Gilles Verstraeten.

Andere leden: de heren Fouad Ahidar, Pepijn Kennis.

I. Introduction

Mme Margaux De Ré (Écolo), présidente de la commission, souhaite la bienvenue à Mme Carla Rubi Caellas et informe les commissaires que, par courrier électronique du 2 mai 2021, le Parlement a été saisi d'une pétition relative aux violences sexuelles faites aux femmes et à la sécurisation des abords du quartier du parc du Cinquantenaire qui répond à toutes les conditions de forme prévue à l'article 123 du Règlement et est revêtue de plus de 1.000 signatures. La pétitionnaire a formulé treize demandes très concrètes. Celles-ci concernent d'une part le traitement de la violence sexuelle faite aux femmes (droit pénal, aide aux victimes, enseignement, formation des forces de l'ordre) et, d'autre part, la sécurisation du quartier du Cinquantenaire. Cependant, seule une partie des demandes concernent les compétences de la Région bruxelloise.

La présidente remercie les 12.000 signataires de cette pétition de porter cette problématique au Parlement. Il est temps de se rendre compte que ces événements dans nos rues ont cessé d'appartenir à des faits divers ou aux aléas du quotidien mais constituent des violences à part entière que l'on analyse, quantifie, regarde, caractérise par leur dimension structurelle. Par ailleurs, tous ces comportements sont aussi liés à l'éducation et intériorisés dès le plus jeune âge par les filles et les garçons. Les chiffres parlent de 98 % des femmes harcelées en rue et affirment que 20 % des femmes ont déjà été ou seront victimes de viol au cours de leur vie. Il est très important pour le politique à la fois d'écouter cette parole, de croire ce qui est dit et surtout d'agir.

Cette commission a déjà, à plusieurs reprises, travaillé sur les questions de violence. Elle a voté un plan de lutte contre les violences faites aux femmes. Son rôle est d'en assurer le suivi et l'implémentation concrète. Cela prend du temps mais la difficulté du phénomène est pluriforme, multidisciplinaire et engage énormément d'instances différentes : la police, la justice, les équipes de prévention. L'oratrice salue l'existence du droit de pétition et du fait qu'à partir de 1.000 signatures, des citoyens peuvent proposer un débat au Parlement. L'implication des citoyens et citoyennes dans les travaux, la transparence, la bonne gouvernance et l'éthique sont fondamentales. Avoir cette discussion dans le cadre d'une pétition au lendemain du lancement des commissions délibératives renforce l'ouverture vers l'extérieur du Parlement.

Concernant les demandes, la présidente récapitule : la recommandation 12 relative renforcement de l'éclairage du parc du Cinquantenaire relève des compétences régionales. D'autres rentrent partiellement dans nos domaines de compétences : les recommandations 2 et 6 relatives à la formation des policiers et à l'établissement de statistiques, ainsi que les recommandations 7 et 8 concernant l'élaboration d'une application numérique pour améliorer la sécurité des femmes et des animations sur le site du Cinquantenaire afin de sensibiliser la population.

I. Inleiding

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo), voorzitter van de commissie, verwelkomt mevrouw Carla Rubi Caellas en deelt de commissieleden mee dat het Parlement op 2 mei 2021 per e-mail een petitie heeft ontvangen over seksueel geweld tegen vrouwen en de beveiliging van de omgeving van het Jubelpark. Deze petitie voldoet aan de vormvereisten bedoeld in artikel 123 van het reglement en telt meer dan 1.000 handtekeningen. De indienster formuleert dertien zeer concrete verzoeken. Deze betreffen enerzijds de behandeling van seksueel geweld tegen vrouwen (strafrecht, slachtofferhulp, onderwijs, opleiding van de ordediensten) en anderzijds het veiliger maken van de Jubelparkwijk. Slechts een deel van de verzoeken heeft echter betrekking op de bevoegdheden van het Brussels Gewest.

De voorzitter dankt de 12.000 ondertekenaars van deze petitie deze problematiek voor te leggen aan het Parlement. Het is hoogtijd dat men beseft dat deze gebeurtenissen in onze straten geen faits divers meer zijn en niet langer een kwestie zijn van alledaagse toevaligheden. Het gaat over echte gewelddaden die geanalyseerd, gekwantificeerd en gecontroleerd worden en gekenmerkt worden door hun structurele dimensie. Bovendien houden al deze gedragingen ook verband met de opvoeding en worden zij van jongens af aan door meisjes en jongens aangeleerd. De cijfers geven aan dat 98% van de vrouwen op straat lastig gevallen wordt en dat 20% van de vrouwen in de loop van hun leven reeds het slachtoffer van verkrachting zijn geworden of zullen worden. Het is van groot belang dat de politici luisteren naar wat er gezegd wordt, geloven wat er gezegd wordt en vooral ook ingrijpen.

Deze commissie heeft zich reeds herhaaldelijk gebogen over de geweldproblematiek. Ze heeft gestemd over een plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen. Haar rol bestaat erin te zorgen voor de follow-up en de concrete uitvoering ervan. Dat vraagt tijd, maar de moeilijkheid van het verschijnsel is meervoudig, multidisciplinair en betreft veel verschillende instanties erbij: politie, justitie, preventieteams. De spreker verheugt zich over het bestaan van het petitierecht en over het feit dat de burgers, zodra zij 1.000 handtekeningen hebben verzameld, een debat in het Parlement kunnen voorstellen. De betrokkenheid van de burgers bij de werkzaamheden, de doorzichtigheid, het goed bestuur en de ethiek zijn van fundamenteel belang. Door deze discussie in het kader van een petitie te voeren op de dag na de start van de overlegcommissies, wordt de openheid van het Parlement naar buiten toe versterkt.

Wat de verzoeken betreft, vat de voorzitter het volgende samen: aanbeveling 12 betreffende de versterking van de verlichting van het Jubelpark valt onder de gewestelijke bevoegdheid. Andere verzoeken vallen gedeeltelijk onder onze bevoegdheid: de aanbevelingen 2 en 6 over opleiding van politieagenten en het opmaken van statistieken, en de aanbevelingen 7 en 8 over de ontwikkeling van een digitale applicatie om de veiligheid van vrouwen te verbeteren en het organiseren van evenementen op de Jubelparksite om de bevolking te sensibiliseren.

L'auteure vient aujourd'hui exposer l'objet de la pétition.

II. Exposé introductif de la pétitionnaire

Mme Carla Rubi Caellas explique que le 22 janvier 2021 un homme a tenté de la violer. Elle a pu lui échapper et se sent assez forte pour être ici, maintenant. Elle parle au nom de ceux et celles qui n'ont pas pu exprimer ce qui leur est arrivé. Ce type de crimes reste invisible. Elle espère que sa pétition encouragera à mettre un terme aux viols dans la Région. La plupart des signataires ne verront pas les effets des mesures demandées mais il est du devoir du Parlement de les mettre en œuvre pour les générations futures.

En politique, il y a une tendance à rechercher des résultats immédiats et à court terme. Mais le problème discuté aujourd'hui doit être abordé avec une vision ferme à long terme. Tous les partis et toutes les idéologies doivent s'unir pour le combattre. La violence contre les femmes est un phénomène mondial.

Lorsqu'elle s'est rendue au commissariat pour rapporter l'incident, les policiers lui ont dit qu'elle avait eu beaucoup de chance. Généralement, ces affaires finissent très mal, d'autant que les agresseurs sont souvent plusieurs. Quand elle leur a demandé pourquoi ils ne faisaient rien, ils lui ont répondu qu'ils ne disposaient pas d'assez de ressources et lui ont dit qu'elle n'avait pas eu de chance. Ces propos sont insultants car la sécurité d'aucune femme ne devrait reposer sur la chance, aucune femme ne devrait vivre cela. Ce n'est pas une question de ressources mais de priorité. Nous devons donner la priorité à la protection de la moitié de la population. Nous avons tous une mère, une sœur, une amie.

Grâce à la pétition, de nombreuses personnes ont contacté l'oratrice pour la rencontrer, y compris des hommes homosexuels. L'agresseur, presque toujours un homme, est le dénominateur commun. Il faut mettre l'accent sur agresseur plutôt que sur la victime. Dans les médias, on dit généralement « qu'une femme a été violée » plutôt que « un homme a violé ». L'approche doit changer. Il ne faut pas seulement protéger nos filles mais plutôt éduquer les garçons à devenir de futurs hommes responsables, respectueux envers autrui. Dans son cas, l'agression a eu lieu un vendredi à 21h avenue de la chevalerie. D'autres femmes et hommes ont subi des incidents à Bruxelles dans des transports publics, dans des parcs, un dimanche matin. Il ne s'agit pas de protéger filles mais bien d'éduquer nos fils. Cette pétition en appelle à la reconnaissance de cette situation déplorable et demande une importante action locale.

Mme Carla Rubi Caellas propose des solutions à court et moyen termes. Tout d'abord, demander la présence policière autour de la zone. Cette demande a déjà été abordée par les bourgmestres. Il faut aussi davantage de surveillance, la création d'une veille de quartier au bord du parc du Cinquantenaire comme moyen de dissuasion, un soutien communautaire pour les riverains, une augmentation de la

De indienster komt vandaag het onderwerp van de petitie toelichten.

II. Inleidende uiteenzetting van de indienster van de petitie

Mevrouw Carla Rubi Caellas verklaart dat op 22 januari 2021 een man geprobeerd heeft haar te verkrachten. Ze is kunnen ontsnappen en voelt zich sterk genoeg om nu hier te zijn. Zij spreekt voor hen die niet hebben kunnen uitdrukken wat hun is overkomen. Dit soort misdaden blijft onzichtbaar. Zij hoopt dat haar petitie ertoe zal bijdragen dat er een einde komt aan de verkrachtingen in het Gewest. De meeste ondertekenaars zullen de gevolgen van de gevraagde maatregelen niet zien, maar het is de plicht van het Parlement om ze voor de toekomstige generaties uit te voeren.

In de politiek bestaat de neiging om te zoeken naar onmiddellijke en kortetermijnresultaten. Maar het vandaag besproken probleem moet worden benaderd met een vastberaden langetermijnvisie. Alle partijen en ideologieën moeten zich verenigen om het te bestrijden. Geweld tegen vrouwen is een wereldwijd verschijnsel.

Toen zij naar het politiebureau trok om aangifte te doen, vertelde de politie haar dat zij veel geluk had gehad. Meestal lopen deze gevallen zeer slecht af, vooral omdat er vaak verschillende daders zijn. Toen zij hen vroeg waarom zij niets deden, zeiden zij haar dat zij niet genoeg middelen hadden en dat zij pech had. Dit is aanstootgevend, want de veiligheid van een enkele vrouw mag op geluk berusten, geen enkele vrouw zou dit moeten meemaken. Het is geen kwestie van middelen, maar van prioriteiten stellen. Wij moeten prioriteit geven aan de bescherming van de helft van de bevolking. Wij hebben allemaal een moeder, een zuster, een vriendin.

Dankzij de petitie hebben veel mensen contact opgenomen met de spreekster om haar te ontmoeten, waaronder ook homoseksuele mannen. De misbruiker, bijna altijd een man, is de gemene deler. De nadruk moet liggen op de dader en niet op het slachtoffer. In de media wordt meestal gezegd "een vrouw werd verkracht" en niet "een man heeft verkracht". De aanpak moet veranderen. Wij moeten niet alleen onze meisjes beschermen, maar ook jongens opvoeden tot verantwoordelijke, eerbiedige toekomstige mannen. In haar geval vond de aanval plaats op een vrijdag om 21.00 uur op de Ridderplaats. Andere vrouwen en mannen zijn het slachtoffer geworden van incidenten in Brussel in het openbaar vervoer, in parken, op een zondagmorgen. Het gaat hier niet om de bescherming van meisjes, maar om de opvoeding van onze zonen. Deze petitie roept op tot erkenning van deze betrekkelijke situatie en tot belangrijke plaatselijke actie.

Mevrouw Carla Rubi Caellas stelt oplossingen op korte en middellange termijn voor. In de eerste plaats vraagt men de aanwezigheid van politie rond het gebied. Dit verzoek werd reeds door de burgemeesters behandeld. Er is ook behoefte aan meer toezicht, de oprichting van een buurtwacht aan de rand van het Jubelpark als afschrikmiddel, steun van de buurtbewoners, meer

lumière à l'intérieur et extérieur du parc et de la prévention avec des panneaux simples, clairs et visibles dans la zone pour décourager de tels comportements.

Toutefois, cela ne suffira pas pour un changement durable. Ces problèmes sont plus profonds. Pour tenter d'y remédier, elle propose des solutions à plus long terme pour promouvoir un changement permanent de conscience. Elle attire l'attention sur ces mesures à long terme qui visent à aborder les problèmes sociaux entourant la sécurité des femmes, le système judiciaire, la culture et l'éducation au sein de la communauté pour lutter contre la violence et le sexism.

En premier lieu, la Belgique est un des pays où le taux de viol est le plus élevé. La Belgique catégorise le viol comme une infraction portant atteinte à la moralité plutôt que comme une violence et permet à l'auteur d'être exempté de peine en concluant un règlement financier avec la victime. Intégrer une meilleure compréhension de la punition du viol dans la culture et la législation belge doit constituer une priorité pour assurer la sécurité des femmes.

En deuxième lieu, l'auteure de la pétition propose l'adoption de recommandations fournies dans l'étude 2013 du Parlement européen « Aperçu des meilleures pratiques internationales en matière de prévention du viol et d'aide aux femmes victimes de viol ». Elle propose un cadre garantissant que le personnel concerné est correctement formé, que les tribunaux ont une expertise adéquate et que les ressources sont mises à disposition pour financer les services spécialisés de soutien de victimes. Dans son cas, la police a proposé un traitement psychologique. Cependant, elle a éprouvé beaucoup de difficultés à joindre les psychologues (le numéro était incorrect, elle a été envoyée chez un professionnel des violences domestiques). Il a fallu un certain temps pour joindre la bonne personne et avoir un rendez-vous. Elle en a parlé avec la députée Carla Dejonghe. Lorsqu'elle portait plainte, un policier lui a fait remarquer que l'agresseur pensait peut-être qu'elle était une prostituée. Ce type de commentaire, non seulement déresponsabilise l'agresseur, mais la culpabilise elle. En outre, cela implique qu'il est acceptable de violer des prostituées. Tout dans ce commentaire est absolument ignoble.

La pétitionnaire fait écho aux demandes des parents de Julie Van Espen au tribunal plaidant pour la sensibilisation aux violences sexuelles, pour davantage de centres de traitement des violences sexuelles, pour la formation à la lutte contre la violence sexuelle par les autorités, à l'allocation de ressources supplémentaires pour le ministère de la justice. Ensuite, selon une étude conjointe d'Amnesty International et de SOS Viol, en 2020, pour de nombreux jeunes belges, le consentement sexuel n'est pas toujours clair à discerner. Un tiers des personnes âgées de moins de 26 ans estiment qu'on ne peut pas parler de viol tant qu'une personne ne dit pas explicitement non. La pétitionnaire appelle à un renforcement du programme d'éducation à la vie relationnelle, affective et

verlichting binnen en buiten het park en preventie met eenvoudige, duidelijke en zichtbare borden in de omgeving om dergelijk gedrag te ontmoedigen.

Dit zal echter niet voldoende zijn voor een langdurige verandering. Deze problemen gaan dieper. In een poging om die aan te pakken, stelt zij oplossingen op langere termijn voor om een blijvende bewustzijnsverandering te bevorderen. Ze vestigt de aandacht op deze maatregelen op lange termijn, die gericht zijn op de aanpak van maatschappelijke problemen in verband met de veiligheid van vrouwen, het rechtssysteem, de cultuur en het onderwijs binnen de gemeenschap om geweld en seksisme te bestrijden.

Vooreerst is België een van de landen met het hoogste percentage verkrachtingen. België categoriseert verkrachting als een zedenmisdrijf eerder dan als geweldpleging, en staat toe dat de dader geen straf krijgt als hij een financiële regeling met het slachtoffer treft. Het integreren van een beter begrip van de straf van verkrachting in de Belgische cultuur en wetgeving moet een prioriteit zijn om de veiligheid van vrouwen te waarborgen.

Ten tweede stelt de indienster voor de aanbevelingen over te nemen uit de studie van het Europees Parlement van 2013 met een overzicht van de internationale beste praktijken inzake de voorkoming van verkrachting en de ondersteuning van vrouwelijke slachtoffers van verkrachting. Het stelt een kader voor om ervoor te zorgen dat het betrokken personeel naar behoren wordt opgeleid, dat de rechtkanten over voldoende deskundigheid beschikken en dat er middelen beschikbaar worden gesteld om gespecialiseerde diensten voor slachtofferhulp te financieren. In haar geval bood de politie psychologische behandeling aan. Zij ondervond echter veel moeilijkheden om de psychologen te bereiken (het nummer was verkeerd, zij werd doorverwezen naar een hulpverlener op het gebied van huiselijk geweld). Het duurde even om de juiste persoon te bereiken en een afspraak te krijgen. Zij sprak erover met de volksvertegenwoordiger Carla Dejonghe. Toen zij een klacht indiende, maakte een politieagent haar de opmerking dat de dader misschien dacht dat zij een prostituee was. Dit soort commentaar neemt niet alleen de verantwoordelijkheid van de aanvaller weg, maar geeft haar ook een schuldgevoel. Bovendien impliceert het dat het aanvaardbaar is prostituees te verkrachten. Alles aan deze opmerking is absoluut verachtelijk.

De indienster sluit zich aan bij de eisen die de ouders van Julie Van Espen voor de rechtkant hebben gesteld, namelijk meer bewustwording van seksueel geweld, meer behandelingscentra na seksueel geweld, opleiding in de bestrijding van seksueel geweld door de autoriteiten, toekenning van extra middelen aan het ministerie van Justitie. Ten tweede is, volgens een gezamenlijke studie van Amnesty International en SOS Viol, in 2020 voor veel jonge Belgen de seksuele toestemming niet altijd duidelijk te onderscheiden. Een derde van de mensen onder de 26 jaar is van mening dat er pas van verkrachting gesproken kan worden als een persoon uitdrukkelijk nee zegt. Indienster vraagt om een versterking van het programma 'Education à

sexuelle (EVRAS) dans toute la Belgique et à promouvoir des formes saines de relations sexuelles évitant la violence et reposant sur le consentement et où l'éducation sexuelle, par le biais de la pornographie en ligne est fermement condamnée, découragée et étroitement réglementée.

On estime que 90 % des infractions à caractère sexuel ne sont pas signalées. La pétitionnaire propose un encouragement régulier et une campagne au niveau communal pour que les femmes se manifestent auprès des autorités et des centres d'aide aux victimes pour toute forme de harcèlement sexuel, d'agression ou de viol afin de constituer un corpus suffisant et indéniable de preuves statistiques de ces incidents pour s'assurer que ces questions soient prises au sérieux par les autorités. Elle propose aussi une loi qui oblige les personnes convaincues d'un crime grave en attente d'un appel à rester en garde à vue et ne pas être libérées. Ensuite, elle a discuté avec la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou au sujet de la création d'une application locale sécurisée empêchant ces crimes et soutenant les femmes. Enfin, elle propose des événements réguliers et gratuits utilisant les infrastructures du parc du Cinquantenaire qui offrent un espace de sensibilisation et d'éducation sur différents thèmes pour transformer le parc en un lieu de sécurité et d'inspiration avec, par exemple, des cours d'autodéfense, du cinéma en plein air, des débats publics, des discussions sur le consentement et la coercition, des manifestations de bienfaisance, etc.

Elle espère que la pétition se transformera en actions efficaces parce que si Bruxelles, capitale de l'Europe ne peut pas protéger les femmes, quel espoir reste-t-il pour la sécurité des femmes ailleurs ?

III. Échange de vues

Mme Clémentine Barzin (MR), saluant le courage de la pétitionnaire qui, après avoir été agressée, a mobilisé et sensibilisé une partie de la population à cette problématique, revient sur l'évolution du plan de lutte contre les violences faites aux femmes : 98 % des femmes ont vécu une situation de harcèlement, dont 3 % a porté plainte. 25 % des actes sont commis dans les transports en commun ; une victime de viol sur neuf porte plainte.

Quant à la question de l'accueil de la police, la pétitionnaire a reçu des réponses assez incompréhensibles et ignobles. En Région bruxelloise, le centre de prise en charge des violences faites aux femmes situé rue haute travaille en partenariat avec le fédéral. La première question porte sur la formation du personnel de police et la prévention pouvant être menée au niveau de cet accueil de première ligne. Le plan de prévention en Région bruxelloise, récemment adopté, fixe une série d'actions et d'objectifs, prévoyant notamment l'organisation de parcours communs de formation, ainsi que le développement et la mise à disposition de nouveaux outils de formation à destination des groupes cibles pour 2024. L'oratrice se demande dans quelle mesure cette action est déjà entamée et mise en œuvre vu l'urgence d'améliorer la façon

la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS)' over heel België en om de bevordering van gezonde vormen van seksuele relaties die geweld mijden en gebaseerd zijn op instemming, en waarbij seksuele voorlichting door middel van online pornografie sterk wordt veroordeeld, ontmoedigd en streng gereglementeerd.

Geschat wordt dat 90% van de seksuele misdrijven niet wordt aangegeven. De indienster stelt een regelmatige aansporing en campagne op gemeentelijk niveau voor om vrouwen ertoe aan te zetten zich te melden bij de autoriteiten en de centra voor slachtofferhulp voor elke vorm van ongewenste intimiteiten, aanranding of verkrachting, om zo een voldoende en onweerlegbaar corpus van statistisch bewijs van deze incidenten op te bouwen om ervoor te zorgen dat deze kwesties door de autoriteiten ernstig genomen worden. Zij stelt ook een wet voor die bepaalt dat wie veroordeeld is voor een ernstig misdrijf in afwachting van hoger beroep, in hechtenis moet blijven en niet mag worden vrijgelaten. Voorts heeft zij met staatssecretaris Nawal Ben Hamou gesproken over het opzetten van een beveiligde plaatselijke applicatie ter voorkoming van deze misdaden en ter ondersteuning van vrouwen. Tenslotte stelt zij regelmatige en gratis evenementen voor waarbij gebruik wordt gemaakt van de infrastructuur van het Jubelpark en die ruimte bieden voor bewustmaking en onderwijs over verschillende thema's om het park om te vormen tot een veilige en inspirerende plek via, bijvoorbeeld, lessen in zelfverdediging, openluchtcinema, openbare debatten, discussies over toestemming en dwang, liefdadigheidsevenementen, enz.

Zij hoopt dat de petitie zal leiden tot daadwerkelijke actie, want als Brussel, de hoofdstad van Europa, vrouwen niet kan beschermen, welke hoop is er dan voor de veiligheid van vrouwen elders?

III. Gedachtewisseling

Mevrouw Clémentine Barzin (MR) prijst de moed van de indienster die na haar aanranding een deel van de bevolking heeft gemobiliseerd en bewust gemaakt van deze problematiek, en komt terug op de ontwikkeling van het plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen: 98% van de vrouwen heeft te maken gehad met ongewenste intimiteiten, 3% heeft een klacht ingediend. 25% van de daden wordt gepleegd in het openbaar vervoer; één op de negen slachtoffers van verkrachting dient een klacht in.

Met betrekking tot de opvangkwestie door de politie kreeg de indienster nogal onbevattelijke en walgelijke antwoorden. In het Brussels Gewest werkt het zorgcentrum na seksueel geweld tegen vrouwen in de Hoogstraat samen met de federale regering. De eerste vraag betreft de opleiding van het politiepersoneel en de preventie die in deze eerstelijns opvang kan worden toegepast. Het onlangs goedgekeurde preventieplan voor het Brussels Gewest bevat een reeks acties en doelstellingen, waaronder de organisatie van gezamenlijke opleidingscursussen en de ontwikkeling en terbeschikkingstelling van nieuwe opleidingsinstrumenten voor doelgroepen tegen 2024. De spreekster vraagt zich af in hoeverre dit reeds wordt gedaan en uitgevoerd, gezien de dringende noodzaak om de manier

dont la police accueille les victimes de violence. Le plan prévoit quatre modules de formation complémentaires pour la prévention, la détection et la prise en charge des violences : où en est-on aujourd'hui ?

Concernant ce centre de prise en charge des violences sexuelles dans quelle mesure peut-il être mieux encadré pour recevoir un soutien psychologique ou porter plainte ? La pétitionnaire y a-t-elle fait appel, a-t-elle été mise en contact avec ce centre qui vise à améliorer la prise en charge des victimes et le niveau d'information par rapport à l'existence de ce centre dans la rue haute ?

Au niveau de la Région, l'intervenante souhaite savoir quelle est la fréquentation de ce centre, ce qu'on peut en attendre, ses moyens en personnel.

Par rapport à l'urbanisme du Cinquantenaire et, plus généralement, de toute la Région et des dix-neuf communes, l'intervenante revient sur l'importance que le plan accorde au fait que tout projet présentant un impact majeur sur l'espace public soit discuté. Cela signifie que les associations féministes seront impliquées dans la manière dont l'espace public est aujourd'hui réfléchi pour les protéger des viols. L'intervenante interroge sur l'application du gender mainstreaming aux marchés publics en matière de développement urbain, sur la prise en compte des aspects de prévention de harcèlement et de violence pendant la phase d'autorisation d'une demande de permis d'urbanisme.

En matière de sécurité au niveau régional bruxellois, les zones de police sont plus ou moins bien équipées et formées pour accueillir tous les témoignages de ces faits de violence parmi les plus graves. Vu l'importance de la coordination de la lutte contre les violences faites aux femmes, l'intervenante souhaiterait que la Région bruxelloise avec Bruxelles Prévention Sécurité s'empare davantage de ce sujet, bien que cela ne rentre pas directement dans ses prérogatives. Ce travail est ardu et compliqué parce que les plaintes sont rares et une série d'éléments diminuent l'impact public sur l'appréhension de ces phénomènes.

Puisque 25 % des actes sont commis dans les transports en commun, l'oratrice rappelle la proposition de résolution initiée en avril 2019 par Mme Teitelbaum et M. Weytsman « visant à lutter contre le harcèlement sexiste, en particulier dans les transports en commun », qui demandait concrètement des aménagements spécifiques en évitant les recoins, dans le métro pour plus de lumière, davantage de commerces, éviter les coins perdus avec des miroirs. Elle se demande où en est la Région bruxelloise ? La ministre des transports publics organise une série de sensibilisation, de campagnes. Où en est-on aujourd'hui dans les aménagements concrets pour rassurer les usagers des transports en commun, particulièrement le matin et le soir ?

L'intervenante interroge la pétitionnaire à propos du soutien reçu de la part d'organisations comme Garance, Touche pas à ma pote, des informations reçues, et du suivi de

waarop de police met slachtoffers van geweld omgaat, te verbeteren. Het plan voorziet in vier bijkomende opleidingsmodules voor de preventie, de opsporing en het beheer van geweld: wat was de huidige stand van zaken?

Wat dit zorgcentrum na seksueel geweld betreft, in hoeverre kan het beter begeleid worden om psychologische hulp te krijgen of een klacht in te dienen? Had de indienster er een beroep op gedaan, was zij in contact gebracht met dit centrum, dat de zorg voor slachtoffers wil verbeteren, en was het niveau van de informatie over het bestaan van dit centrum in de Hoogstraat?

Op het niveau van het Gewest wil de spreekster weten hoeveel mensen van dit centrum gebruik maken, wat men ervan kan verwachten, en wat de personeelsbezetting ervan is.

Wat de stedenbouw in het Jubelpark en, meer in het algemeen, in het hele Gewest en de negentien gemeenten betreft, kwam zij terug op het belang dat in het plan wordt gehecht aan het feit dat elk project dat grote gevolgen heeft voor de openbare ruimte, besproken moet worden. Dit betekent dat vrouwenorganisaties betrokken zullen worden bij de manier waarop thans over de openbare ruimte wordt nagedacht om hen tegen verkrachting te beschermen. De spreekster vraagt naar de toepassing van gendermainstreaming op overheidsopdrachten in het kader van stadsontwikkeling, naar het in aanmerking nemen van de aspecten van intimidatie- en geweldpreventie tijdens de vergunningsfase van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning.

Wat de veiligheid op het niveau van het Brusselse Gewest betreft, zijn de politiezones min of meer goed uitgerust en opgeleid om alle meldingen van deze ernstigste gewelddaden in ontvangst te nemen. Gelet op het belang van de coördinatie van de strijd tegen geweld tegen vrouwen, zou de spreker graag zien dat het Brussels Gewest, met de Brussel Preventie en Veiligheid, meer aandacht besteedt aan dit onderwerp, ook al valt het niet rechtstreeks onder haar bevoegdheid. Dit werk is zwaar en ingewikkeld, omdat er zelden klachten zijn en een reeks elementen de publieke invloed op het begrijpen van deze fenomenen vermindert.

Aangezien 25% van de daden in het openbaar vervoer gepleegd wordt, herinnert zij aan het voorstel van resolutie dat mevrouw Teitelbaum en de heer Weytsman in april 2019 hebben ingediend "ter bestrijding van ongewenste intimiteiten in het openbaar vervoer", en waarin specifiek gevraagd wordt om specifieke regelingen om verborgen hoekjes te vermijden, in de metro om meer licht, meer winkels, het vermijden van verloren hoeken door middel van spiegels. Zij vraagt zich af hoe het staat met het Brussels Gewest. De minister van Openbaar Vervoer organiseert een reeks bewustmakingscampagnes. Hoe staat het met de concrete maatregelen om de gebruikers van het openbaar vervoer gerust te stellen, vooral 's morgens en 's avonds?

De spreekster vraagt de indienster naar de steun die zij heeft gekregen van organisaties als Garance, Blijf van mijn lijf, de informatie die zij heeft gekregen, en de follow-up van

son cas.

M. Gilles Verstraeten (N-VA) remercie la pétitionnaire pour son courage d'avoir initié cette pétition, de venir témoigner au Parlement et se faire la porte-parole de tant de femmes qui souffrent de violences et de harcèlement dans l'espace public bruxellois. L'orateur n'est guère étonné que des personnes homosexuelles se sont jointes à cette pétition car elles éprouvent aussi de la peur de s'exprimer, de montrer de l'affection dans certains endroits. Il s'agit d'une lutte commune provenant d'une même masculinité toxique, intolérante, machiste réduisant des femmes à des objets, dépourvue de compréhension des sexualités différentes.

Quant aux mesures, la pétitionnaire formule beaucoup de très bonnes suggestions. À court terme, du travail a déjà été réalisé au parc du Cinquantenaire pour augmenter l'éclairage, voir si l'espace public ne doit pas être modifié pour le rendre plus sûr. L'orateur soutient la demande d'avoir un réseau dans le quartier, relayée dans toutes les communes où la N-VA est représentée afin de former des partenariats locaux de prévention (PLP) mettre ensemble des citoyens pour tenir à l'œil leur quartier, être en contact direct avec les services communaux et la police. Une vraie collaboration existe entre des habitants et la police pour former des partenariats de prévention et mieux signaler les lieux problématiques et nécessitant des approches spécifiques pour être mieux sécurisés.

L'intervenant se déclare ravi du centre de prise en charge des violences sexuelles dans les Marolles qui intègre tous les services médicaux, psychologiques, de police pour pouvoir rapidement porter plainte. On peut cependant encore faire davantage de promotion pour informer les femmes de son existence. Cela nécessite un vrai travail à court et à long termes. D'après des personnes ayant été intimidées, attaquées dans l'espace public que l'orateur connaît, il estime que la police ne prend pas toujours les témoignages suffisamment au sérieux. Un gros travail reste à faire. Depuis longtemps, la N-VA plaide en faveur d'un réseau de caméras intégrées à Bruxelles avec une collaboration entre les zones de police.

L'intervenant partage totalement l'avis de la nécessité d'un travail législatif au niveau fédéral. Récemment, le tribunal de première instance de Gand a rendu un jugement dans une affaire de viol survenu à l'Overpoort, une rue comptant de nombreux bars, dans laquelle deux hommes avaient filmé leur viol d'une fille et l'avaient ensuite posté sur les réseaux sociaux. Vu les preuves rassemblées, ils ont été condamnés mais avec sursis, ce qui leur évite la prison. Ce sont des choses incompréhensibles, alors même que les preuves sont manifestes.

Sécuriser l'espace public est un travail qui requiert plus que des interventions infrastructurelles ou des réponses réactives comme ce centre pour des victimes de viol, comme les réponses judiciaires ou policières. Lorsqu'un viol se produit, c'est aussi une question de prévention du viol, de lutte contre ce machisme, cette masculinité toxique. Là, beaucoup reste à faire en termes de sensibilisation,

haar zaak.

De heer Gilles Verstraeten (N-VA) dankt de indienster voor haar moed om deze petitie in te dienen, in het Parlement te komen getuigen en het op te nemen voor zovele vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld en intimidatie in de openbare ruimte van Brussel. Het verbaast de spreker niet dat homoseksuelen zich bij deze petitie hebben aangesloten, want ook zij zijn bang om zich te uiten, om op bepaalde plaatsen genegenheid aan elkaar te tonen. Het is een gemeenschappelijke strijd die voortkomt uit dezelfde toxische, intolérante, machocultuur die vrouwen tot voorwerpen reduceert, en geen begrip heeft voor verschillende seksuele geaardheden.

Wat de maatregelen betreft, doet de indienster veel uitstekende suggesties. Op korte termijn is er al gewerkt in het Jubelpark aan meer belichting en wordt gekeken of de openbare ruimte veranderd moet worden om ze veiliger te maken. De spreker steunt het verzoek om in alle gemeenten waar de N-VA vertegenwoordigd is, een netwerk in de buurt te hebben, om Buurtinformatienetwerken (BIN's) te vormen, waarin burgers worden samengebracht om een oogje in het zeil te houden in hun buurt, om in direct contact te staan met de gemeentelijke diensten en de politie. Er bestaat een echte samenwerking tussen de inwoners en de politie om buurtinformatienetwerken op te zetten en om problematische plaatsen, die een specifieke aanpak nodig hebben om beter beveiligd te worden, beter in kaart te brengen.

De spreker is verheugd over het zorgcentrum na seksueel geweld in de streek van de Marollen, dat alle medische, psychologische en politiediensten omvat die nodig zijn om snel een klacht in te dienen. Er zou echter meer promotie kunnen worden gemaakt om vrouwen van het bestaan ervan op de hoogte te brengen. Dat vereist werk op korte en lange termijn. Op grond van wet mensen die de spreker kent en die in de openbare ruimte geïntimideerd of aangevallen waren, meent hij dat de politie aangiften niet altijd ernstig genoeg neemt. Er is nog veel werk aan de winkel. De N-VA pleit al lang voor een netwerk van slimme camera's in Brussel en een samenwerking tussen de politiezones.

Hij is het er volledig mee eens dat wetgevend werk op federaal niveau nodig is. Onlangs heeft de rechtkant van eerstelijns gerechtshof in Gent uitspraak gedaan in een verkrachtingszaak in de Overpoort, een straat met veel bars, waar twee mannen een meisje verkrachten, de verkrachting hadden gefilmd en dit filmpje vervolgens op sociale netwerken hadden geplaatst. Gelet op het verzamelde bewijsmateriaal kregen zij een voorwaardelijke straf, waardoor zij niet naar de gevangenis hoeven. Dit is onbegrijpelijk want de bewijzen zijn overduidelijk.

De openbare ruimte veilig maken is een taak waarvoor meer nodig is dan infrastructurele ingrepen of reactieve oplossingen zoals dit zorgcentrum na seksueel geweld, zoals justitiële of politieke oplossingen. Wanneer er een verkrachting plaatsvindt, is het ook een kwestie van de preventie van de verkrachting, van strijden tegen dit machisme, deze toxische machocultuur. Er moet nog veel

d'enseignement, de parcours de l'intégration pour des primo-arrivants, pour bien expliquer les valeurs de notre société, dont l'égalité entre les femmes et les hommes. La pétitionnaire a apporté de très bonnes suggestions. L'orateur propose de constituer un groupe de travail réunissant majorité et opposition pour travailler sur une résolution réunissant les mesures à prendre pour lutter contre l'insécurité des femmes et d'autres minorités dans l'espace public.

Mme Margaux De Ré (Écolo), présidente, rappelle que le Parlement bruxellois a adopté en 2019 une résolution émanant du comité d'avis sur les questions de sécurité dans l'espace public contenant plus de vingt recommandations rejoignant, pour partie, celles de la pétition reçue. Quelle que soit la suite donnée à cette audition, il conviendra de tenir compte de ce qui existe déjà.

Mme Delphine Chabbert (PS) remercie la pétitionnaire pour son courage et sa mobilisation outre ce qu'elle a vécu, elle a trouvé les ressources pour en faire quelque chose de collectif. On vit dans un contexte de violence structurelle, une violence de genre et homophobe. Les auteurs de ces agressions sont des hommes qui attaquent, dans une grande majorité, des femmes mais aussi des hommes. Tous les hommes ne sont pas des agresseurs. Par contre, tous les agresseurs sont des hommes. On est dans un contexte de violence sexiste, homophobe et transphobe. Cette violence s'inscrit dans une culture du viol. On parle de ce continuum des violences contre les femmes qui banalise l'ensemble des actes sexistes, des plus anodins aux plus graves, jusqu'à invisibiliser voire minimiser des actes aussi graves et destructeurs qu'un viol pour la personne qui l'a subi.

Petit à petit, grâce à l'action de la pétitionnaire, il y a une prise de conscience aujourd'hui suffisamment partagée on avance et aujourd'hui notre voix, y compris dans ce Parlement, est entendue ce qui permettra d'avancer sur des mesures très concrètes à la hauteur de l'enjeu.

La responsabilité politique des élus par rapport aux revendications est de faire appliquer la convention d'Istanbul ratifiée en Belgique prévoyant de protéger, de prévenir, de punir et d'avoir une action transversale. Protéger les filles et les femmes commence, dans ce cas précis, par la sécurisation du parc. Il faudrait davantage de police de proximité faisant de la prévention et une signalisation accessible pour décourager des possibles auteurs et davantage de lumière pour travailler à la fois la question du sentiment de sécurité et la sécurité en tant que telle.

Bruxelles Environnement travaille sur la mise en œuvre d'un projet intitulé « Femmes au parc » visant à améliorer la conception des parcs genrés et à améliorer la présence des femmes dans un sentiment de sécurité. Il serait intéressant que la pétitionnaire y soit associée. Bruxelles Environnement a-t-il répondu suite à la pétition et aux actions proposées par la pétitionnaire qui rentrent dans leur programme ? Le ministre

gedaan worden op het gebied van de bewustmaking, het onderwijs en de inburgeringscursussen voor nieuwkomers, om de waarden van onze maatschappij duidelijk te stellen, waaronder de gelijkheid van vrouwen en mannen. De indienster heeft een aantal zeer goede suggesties gedaan. Ik zou willen voorstellen dat wij een werkgroep oprichten met de meerderheid en de oppositie om te werken aan een resolutie over maatregelen ter bestrijding van de onveiligheid van vrouwen en andere minderheden in de openbare ruimte.

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo), voorzitter, herinnert eraan dat het Brussels Parlement in 2019 een resolutie heeft aangenomen van het adviescomité voor veiligheidsvoorzieningen in de openbare ruimte, met meer dan twintig aanbevelingen, waarvan sommige overeenkwamen met die in de ontvangen petitie. Wat de uitkomst van deze hoorzitting ook zal zijn, er zal rekening moeten worden gehouden met wat reeds bestaat.

Mevrouw Delphine Chabbert (PS) dankt de indienster voor haar moed en haar mobilisatie; bovenop wat zij heeft meegemaakt, heeft zij de kracht gevonden om er een collectieve inspanning van te maken. Wij leven in een context van structureel geweld, op gender gebaseerd en homofoob geweld. De daders van deze aanvallen zijn mannen die, voor het merendeel, vrouwen aanvallen, maar ook mannen. Niet alle mannen zijn agressors. Anderzijds zijn alle agressors mannen. Wij bevinden ons in een context van seksistisch, homofoob en transfoob geweld. Dit geweld maakt deel uit van een verkrachtingscultuur. Wij hebben het over dit continuüm van geweld tegen vrouwen, waarin alle seksistische daden, van de meest onbeduidende tot de meest ernstige, zozeer worden gebagatelliseerd dat zulke ernstige en destructieve daden als verkrachting voor de persoon die er het slachtoffer van is geworden, worden verzwegen of zelfs geminimaliseerd.

Beetje bij beetje is er, dankzij de actie van de indienster van de petitie een bewustzijn dat nu voldoende gedeeld wordt, we maken vooruitgang en vandaag wordt onze stem, ook in dit Parlement, gehoord, waardoor we verder kunnen gaan met zeer concrete maatregelen te nemen om de uitdaging aan te gaan.

De politieke verantwoordelijkheid van de verkozenen met betrekking tot de eisen is de toepassing van het in België geratificeerde Verdrag van Istanbul, dat voorziet in bescherming, preventie, bestraffing en transversale actie. De bescherming van meisjes en vrouwen begint in dit geval met het veilig maken van het park. Er moet meer buurpolitie komen voor preventie en duidelijke signalisatie om mogelijke daders te ontmoedigen en er moet meer verlichting komen om te werken aan zowel het probleem van het gevoel van veiligheid als de veiligheid als zodanig.

Leefmilieu Brussel werkt aan de uitvoering van een project met de naam "Vrouwen in het Park", dat erop gericht is het ontwerp van gendergerichte parken te verbeteren en de aanwezigheid van vrouwen in een gevoel van veiligheid te verhogen. Het zou interessant zijn als de indienster van de petitie erbij betrokken kon worden. Heeft Leefmilieu Brussel gereageerd op de petitie en op de door de indienster

Alain Maron, compétent pour la gestion des parcs, a-t-il donné des réponses.

Dans ce volet protéger les filles et les femmes, il faut sécuriser les espaces publics et accompagner les victimes. Le Centre de prévention des violences conjugales et familiales (CPVCF) est fondamental. Aujourd’hui, on multiplie ce genre de centres permettant aux femmes de déposer plainte dans un contexte sécurisé avec des professionnels formés. Il faut aussi mettre à disposition des applications pour signaler et alerter. La pétitionnaire a-t-elle eu des réponses par rapport à cette demande ?

À côté du volet protection, il faut surtout agir à long terme pour prévenir ces violences. La pétitionnaire met le doigt sur une question fondamentale, l’éducation à la vie affective et sexuelle (EVRAS). Cela ne relève pas des compétences de ce Parlement mais la généralisation de cette EVRAS, c'est-à-dire l'objectif que la totalité des élèves aient accès à une animation EVRAS tout au long de leur parcours éducatif est un objectif de cette législature de la Fédération Wallonie Bruxelles. Des accords de coopération sont en discussion avec la Cocof pour que tous les enfants de tous les réseaux aient accès à ces animations afin de prévenir ces violences.

Prévenir le phénomène, c'est aussi connaître la situation des violences. Bruxelles Prévention Sécurité doit se saisir de cette question. Ils ne font pas rien puisqu'ils ont mené une enquête genrée récemment sur le sentiment d’insécurité dans l'espace public. Equal.brussels a réalisé une étude de prévalence en 2017 sur les violences contre les femmes dont il ressort qu'elles se produisent essentiellement dans l'espace public. La même étude révélait que 80 % des Bruxelloises ont déjà été victimes de harcèlement sexuel.

On a besoin de connaître le phénomène. Une bibliographie des principales recherches et études existe. À partir de toutes ces études, on les a adressées à l'ensemble des coordinateurs chargés des questions de genre dans les services publics pour les former et faire en sorte que les lois, les réglementations, les instruments de planification, les marchés publics prennent en compte systématiquement la question du genre et de la sécurité des femmes dans l'espace public. Ce travail doit être permanent. Il faut systématiser ce monitoring. Sur la question de la prévention, des campagnes de sensibilisation existent. La pétitionnaire a-t-elle des attentes plus précises que celles, assez larges, reprises dans la pétition ?

Le troisième volet de la convention d'Istanbul consiste à punir les auteurs : tant que l'impunité des auteurs persistera au cœur de cette culture du viol, rien ne changera. Punir est une question de droit et de justice, tout comme le fait d'agir à la source du problème. Le niveau fédéral est compétent pour modifier la loi et empêcher la libération d'un auteur avant son

voorgestelde acties die deel uitmaken van hun programma? Heeft minister Alain Maron, die verantwoordelijk is voor het beheer van de parken, al een antwoord gegeven?

In het luik bescherming van meisjes en vrouwen moeten de openbare ruimten veilig worden gemaakt en moeten de slachtoffers ondersteund worden. Het 'Centre de prévention des violences conjugales et familiales (CPVCF)' is van essentieel belang. Thans zijn er steeds meer gelijkaardige centra waar vrouwen een klacht kunnen indienen in een veilige omgeving bij opgeleide professionelen. De applicaties moeten ook beschikbaar worden gesteld voor melding en waarschuwing. Heeft de indienster een antwoord op dit verzoek ontvangen?

Naast het luik van de bescherming zijn er maatregelen op lange termijn nodig om deze geweldplegingen te voorkomen. De indienster legt de vinger op een fundamentele kwestie, namelijk de opvoeding in het emotionele en seksuele leven (éducation à la vie affective et sexuelle (EVRAS)). Dit valt niet onder de bevoegdheid van dit Parlement, maar de veralgemening van EVRAS, d.w.z. de doelstelling dat alle leerlingen gedurende hun hele opleiding toegang moeten hebben tot een EVRAS-workshop, is wel een doelstelling van deze wetgevende macht van de Federatie Wallonië-Brussel. Er worden samenwerkingsovereenkomsten besproken met de FGC, zodat alle kinderen in alle netwerken toegang hebben tot deze activiteiten, om deze geweldplegingen te voorkomen.

Het fenomeen verhinderen betekent ook dat men de situatie van het geweld moet kennen. Brussel Preventie en Veiligheid moet zich met deze kwestie bezighouden. Het is niet zo dat ze niets ondernemen aangezien zij onlangs een gendergericht onderzoek hebben gehouden over het onveiligheidsgevoel in de openbare ruimte. Equal.brussels heeft in 2017 een onderzoek uitgevoerd naar de prevalentie van geweld tegen vrouwen, waaruit blijkt dat het vooral in de openbare ruimte voorkomt. Uit dezelfde studie blijkt dat 80% van de Brusselse vrouwen reeds het slachtoffer is geweest van seksuele intimidatie.

Wij moeten meer weten over dit fenomeen. Er bestaat een bibliografie van de belangrijkste onderzoeken en studies. Al deze studies werden toegezonden aan alle coördinatoren die belast zijn met de genderproblematiek in de overheidsdiensten, om hen op te leiden en ervoor te zorgen dat in de wetten, de reglementeringen, de planningsinstrumenten en overheidsopdrachten systematisch rekening wordt gehouden met de genderproblematiek en de veiligheid van de vrouw in de openbare ruimte. Dit werk moet blijvend zijn en de monitoring moet gesystematiseerd worden. Wat de preventie betreft, bestaan er bewustmakingscampagnes. Heeft de indienster meer specifieke verwachtingen dan die, welke vrij ruim zijn, die in de petitie zijn opgenomen?

Het derde luik van het Verdrag van Istanboel is de bestraffing van de daders: zolang de straffeloosheid voor de daders binnen deze verkrachtingscultuur blijft bestaan, zal er niets veranderen. Straffen is een kwestie van recht en rechtvaardigheid, evenals ingrijpen aan de bron van het probleem. Het federale niveau heeft de macht om de wet te

audience en appel. C'est un point sur lequel il faut avancer comme sur la loi sur le consentement en discussion.

Dans ce combat contre les violences faites aux femmes, les mots et prises de parole sont extrêmement importants.

On ne fait pas que parler. Juste après la pétition, le 2 mars, la commission a déjà eu ce débat suite à une interpellation de Mme Agic à Maron sur la sécurisation du parc. C'est la secrétaire d'État Ben Hamou qui a répondu mais il est important de rappeler que la lutte contre ces violences ne progressera pas si tous les ministres n'utilisent pas les leviers dans toutes leurs compétences pour mener des actions plus concrètes. Il y a celle attendue sur le parc mais la secrétaire d'État en charge de l'égalité des chances a passé en revue chaque point de la pétition et des réponses ont été apportées. Quelle est l'impression de la pétitionnaire par rapport à ces réponses de la secrétaire d'État ? Ces réponses s'inscrivent dans le plan bruxellois de lutte contre les violences faites aux femmes qui prévoit des actions qui rencontrent une partie de ses demandes (accueillir des organisations féministes dans les sections de la commission régionale de mobilité ; assurer le suivi et le contrôle d'une approche de genre dans les procédures de permis d'urbanisme, notamment pour l'accès des hommes et des femmes ; intégrer la question du genre dans les diagnostics de contrats de quartier et de rénovation urbaine dans tout ce qui est mené en matière d'aménagement du territoire. Ce sont des dimensions importantes. L'intervenante souhaite connaître l'avis de la pétitionnaire par rapport à toutes ces actions prévues dans ce plan de lutte contre les violences faites aux femmes, s'il faut changer des choses ou rajouter des éléments pour lesquels la Région bruxelloise est compétente.

Enfin, ce plan à lui seul ne résoudra pas tout. Tous les ministres et services publics sont impliqués. Le ministre président a demandé que les résultats d'un audit technique préventif soient pris en compte pour améliorer les infrastructures, notamment l'éclairage. Les communes, en tant que niveau le plus proche des potentielles victimes, ont un rôle à jouer. Tout un travail de formation des agents de ces communes doit être fait pour recueillir les témoignages et accompagner les victimes pour qu'elles reçoivent une aide adéquate. L'intervenante souhaite savoir si la pétitionnaire a des recommandations, des propositions, un avis sur l'implication des communes dans toutes ces actions de lutte et de prévention des violences faites aux femmes.

Mme Khadija Zamouri (Open Vld) remercie la pétitionnaire pour son témoignage et son courage qui permettent de faire bouger les choses. Sa collègue Carla Dejonghe, membre de la zone de police de l'endroit concerné, a posé des questions très pratiques afin d'obtenir des réactions concrètes et rapides.

En ce qui concerne le nombre d'agressions signalées, le décalage entre les chiffres dont dispose la police et la réalité du terrain est alarmant.

veranderen en de vrijlating van een dader te verhinderen vóór zijn hoorzitting in hoger beroep. Dit is een punt dat naar voren moet worden gebracht, evenals de wet over de instemming die ter discussie staat.

In de strijd tegen geweld tegen vrouwen zijn woorden en betogen uiterst belangrijk.

Het blijft niet bij woorden. Vlak na de petitie, op 2 maart, heeft de commissie dit debat al gevoerd naar aanleiding van een interpellatie van mevrouw Agic gericht tot de heer Maron over het veilig maken van het park. Het was staatssecretaris Ben Hamou die antwoordde, maar men mag niet vergeten dat de strijd tegen dit geweld geen vooruitgang zal boeken als niet alle ministers gebruik maken van de hefbomen in al hun bevoegdheden om tot meer concrete acties te komen. Er is de verwachte actie met betrekking tot het park, maar de Staatssecretaris voor Gelijke Kansen heeft elk punt van de petitie bekeken en er haar antwoorden op gegeven. Wat is de indruk van de indienster bij deze antwoorden van de staatssecretaris? Deze antwoorden liggen in de lijn van het Brussels plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen, dat voorziet in acties die aan enkele van haar eisen tegemoetkomen (verwelkoming van feministische organisaties in de afdelingen van de gewestelijke mobiliteitscommissie; zorgen voor de follow-up en de controle van een genderaanpak in de procedures voor stedenbouwkundige vergunningen, met name op het vlak van de toegang van mannen en vrouwen; integratie van de genderproblematiek in de diagnoses van wijkcontracten en stedelijke renovatie in alles wat op het gebied van de ruimtelijke ordening wordt uitgevoerd. Dit zijn belangrijke aspecten. De spreekster wil weten wat de indienster denkt van al deze acties die in dit plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen zijn gepland en of er zaken moeten worden veranderd of elementen moeten worden toegevoegd waarvoor het Brussels Gewest bevoegd is.

Tot slot zal dit plan alleen niet alles oplossen. Alle ministers en overheidsdiensten zijn erbij betrokken. De minister-president heeft gevraagd om rekening te houden met de resultaten van een preventieve technische audit om de infrastructuur te verbeteren, vooral de verlichting. De gemeenten, die het dichtst bij de potentiële slachtoffers staan, hebben een rol te vervullen. Men moet harder werken aan de opleiding van de ambtenaren van deze gemeenten om getuigenissen te kunnen afnemen en de slachtoffers te kunnen begeleiden naar de gepaste hulpverlening. De spreekster wil weten of de indienster aanbevelingen, voorstellen of een advies heeft over het betrekken van gemeenten bij al deze acties ter bestrijding en voorkoming van geweld tegen vrouwen.

Mevrouw Khadija Zamouri (Open Vld) dankt de indienster voor haar getuigenis en haar moed om verandering te brengen. Haar collega Carla Dejonghe, lid van de politiezone van de betrokken plaats, stelde zeer pragmatische vragen, om concrete en snelle oplossingen te krijgen.

De discrepantie tussen de cijfers over het aantal aangegeven aanrandingen waarover de politie beschikt en de realiteit is alarmerend.

Au sujet de la collaboration avec la zone de police Bruxelles Ixelles, les responsables de la police ont répondu qu'une plateforme de négociation entre les différentes zones de polices Bruxelles Ixelles et Montgomery serait mise en place et que les zones de prévention de la commune d'Etterbeek et de Bruxelles, ainsi que l'IBGE y relaieraient les problèmes constatés lors de leurs tours. Des pancartes seront placées à chacune des vingt-six entrées avec les adresses des bureaux de police les plus proches ainsi que les routes pour s'y rendre. L'IBGE veillera à la qualité de la lumière le plus vite possible dans des endroits très sensibles sans attendre le plan de lumière. Le bourgmestre Vincent de Wolf a insisté pour que les buissons soient taillés très rapidement le plus bas possible afin de disposer d'une vue transversale.

Par rapport aux données relatives aux patrouilles, il semble presque inutile d'en augmenter le nombre supplémentaires. Cependant par rapport les faits réels et les témoignages plaident pour une augmentation des patrouilles. La police et des agents de quartier seront présents selon des horaires adaptés.

Pour les lumières, en collaboration avec l'asbl Garance, les éléments à améliorer dans l'espace public seront identifiés dans le cadre du projet « Femmes aux parcs ». Des réponses concrètes sont apportées et il appartient aux élus dans les conseils de police de poser des questions et collaborer avec toutes les zones de police dans l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assurer la cohérence pour tous les parcs.

Mme Lotte Stoops (Groen) souligne l'un des principaux constats des signataires, la sous-déclaration évidente, le chiffre noir. Elle se réjouit que la pétitionnaire se soit faite l'avocate de cette cause et ait fait entendre sa voix et celle des 12.000 pétitionnaires qui ont le droit d'être chez eux dans leur ville. Cet appel soulève la demande très pertinente d'un Bruxelles plus sûr et ouvert aux femmes, ainsi que la demande d'intégration de la dimension du genre dans les politiques et espaces publics. Des réponses très concrètes ont été apportées autour du parc du Cinquantenaire, mais la question est plus globale et doit être pensée sur le long terme.

Il importe de collecter des données sur la sécurité grâce auxquelles la politique pourra entamer des actions beaucoup plus ciblées, comme un nouveau chapitre dans les Fix my street et étendre le numéro d'urgence de la STIB puisque de nombreux cas de harcèlement sexuel se déroulent à proximité des transports publics. Les agents de STIB ont un rôle important à jouer car le fait de savoir qu'ils sont présents rassure les voyageurs. Beaucoup de victimes ne signalent pas parce qu'elles craignent de ne pas être prises au sérieux ou n'ont pas d'expérience suffisante pour porter plainte. Pour de telles situations, la ligne d'urgence de STIB peut être plus accessible que celui de la police.

La situation exposée par la pétitionnaire met en lumière trois éléments récurrents. Tout d'abord, le sentiment que la

Wat de samenwerking met de politiezone van Brussel-Elsene betreft, antwoordden de verantwoordelijken van de politie dat er een onderhandelingsplatform tussen de verschillende politiezones van Brussel-Elsene en Montgomery zou worden opgericht, en dat de preventiezones van de gemeenten Etterbeek en Brussel, en ook het BIM, de problemen die zij tijdens hun rondes vaststellen, aan dit platform zouden doorspelen. Bij elk van de zesentwintig ingangen zullen borden worden geplaatst met de adressen van de dichterbijzijnde politiebureaus en de routes om er te komen. Het BIM zal zo snel mogelijk zorgen voor een betere verlichting in de zeer probleemgevoelige zones, zonder te wachten op het lichtplan. Burgemeester Vincent de Wolf dringt erop aan dat de struiken zo snel en zo laag mogelijk zouden worden gesnoeid, om een transversaal zicht te kunnen krijgen.

In het licht van de gegevens over de patrouilles lijkt het bijna onnodig om het aantal patrouilles op te drijven. De werkelijke feiten en de getuigenissen pleiten echter voor een verhoging van de patrouilles. De politie en buurtagenten zullen aanwezig zijn volgens aangepaste tijden.

Op het vlak van de verlichting zullen, in samenwerking met de vzw Garance, de te verbeteren elementen in de openbare ruimte worden geïdentificeerd in het kader van het project "Vrouwen in parken". Er worden concrete antwoorden gegeven en het is aan de verkozenen in de politieraden om vragen te stellen en samen te werken met alle politiezones in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest om te zorgen voor een coherente aanpak voor alle parken.

Mevrouw Lotte Stoops (Groen) onderstreept een van de belangrijkste bevindingen van de ondertekenaars, de duidelijke onderrapportage, het zwarte cijfer. Zij is blij dat de indienster deze zaak op zich heeft genomen en haar stem heeft laten horen, en die van de 12.000 ondertekenaars die het recht hebben om zich thuis te voelen in hun stad. Deze oproep stelt de zeer relevante vraag naar een veiliger en vrouwvriendelijker Brussel aan de orde, alsook de vraag naar gendermainstreaming in het overheidsbeleid en de openbare ruimten. Rond het Jubelpark zijn zeer concrete antwoorden gegeven, maar het gaat om een meer globaal probleem dat op lange termijn moet worden aangepakt.

Het is belangrijk gegevens rond de veiligheid te verzamelen, zodat het beleid veel gerichter actie kan ondernemen, zoals een nieuw hoofdstuk in Fix my street en uitbreiding van het alarmnummer van de MIVB, aangezien veel gevallen van ongewenste intimiteiten in de buurt van het openbaar vervoer plaatsvinden. De MIVB-medewerkers vervullen een belangrijke rol omdat hun aanwezigheid de passagiers duidelijk geruststelt. Veel slachtoffers doen geen aangifte omdat zij bang zijn niet ernstig genomen te worden of omdat zij niet genoeg ervaring hebben om een klacht in te dienen. Voor dergelijke situaties kan het meldpunt van de MIVB toegankelijker zijn dan de politie.

In de door indienster beschreven situatie komen drie elementen steeds terug. In de eerste plaats het gevoel dat het

victime n'a pas été soutenue par la police. Il serait bon que le ministre président endosse ce rôle vis-à-vis de la police sans l'abandonner au fédéral et qu'on puisse voir l'impact des mesures mises en œuvre.

Ensuite, le sentiment croissant d'une impunité face aux agressions souvent intersectionnelles dans la ville parce que, comme l'intersectionalité, l'agression intersectionnelle requiert une attention spécifique. Des hommes frappent les visages des femmes parce qu'elles prennent leur place dans une ville conçue sur le modèle masculin.

Enfin, le besoin d'aide non seulement de la police ou des prestataires de service mais aussi des passants et concitoyens bruxellois. L'aide à notre prochain n'est pas encore vécue comme une évidence pourtant la prise en charge des victimes nous apprend que le fait de se savoir soutenu lors d'une attaque brutale contre son intégrité est propice au rétablissement. Pour l'instant, aucun plan n'a été élaboré à cet effet.

Mme Nicole Nketo Bomele (DéFI) remercie la pétitionnaire d'avoir témoigné de ce phénomène touchant énormément les femmes et les personnes minorisées. En novembre 2019, son attachée parlementaire, encore étudiante, a été victime d'une tentative de viol au parc du Cinquantenaire. Ces agressions au Cinquantenaire sont effrayantes parce qu'elles surviennent dans une partie riche de la ville de Bruxelles où l'on s'attend à être en sécurité. Tel n'est pas le cas. Les agressions sexuelles peuvent se produire dans tous les milieux, toutes les communes. Ce sont quelques minutes voire secondes qui bouleversent toute une vie. Nous vivons dans un pays riche qui délaisse toutefois les violences faites aux femmes, évoquées comme un fait isolé commis par des fous détraqués alors que les auteurs doivent être pointés du doigt. Il faut changer les mentalités : ce n'est pas « une femme qui a été violée » mais « un violeur qui a commis un viol ». Davantage doit être fait pour endiguer ces violences. Les beaux discours ne suffisent plus ; des actions concrètes supplémentaires s'imposent pour veiller à ce que ces comportements ne se produisent plus.

L'oratrice relève quelques carences, à commencer par l'incohérence des zones de police. L'intérieur du parc correspond au code 1000 Bruxelles, alors que quelques mètres plus loin, c'est le territoire d'Etterbeek. Dès lors, lorsqu'une victime veut porter plainte, la police est dessaisie du dossier et doit le transmettre à une autre zone. D'un point de vue pratique, le découpage administratif de Bruxelles génère des difficultés.

Ensuite, une forte disparité dans la formation à l'accueil des victimes existe entre les commissariats. Certains sont très bien outillés pour accueillir les victimes, tandis que d'autres ne le sont pas. Par ailleurs, toutes les caméras placées dans les parcs ne fonctionnent pas. Il faut veiller à ce que dans une capitale, les caméras, outil indispensable dans la lutte contre les violences, fonctionnent dans les lieux publics et que la sécurité soit assurée pour que les femmes puissent se promener sereinement dans les parcs. Des panneaux indiquant la présence de caméras devraient être installés pour

slachtoffer niet gesteund werd door de politie. Het zou goed zijn als de minister-president deze rol ten opzichte van de politie op zich zou nemen, zonder die over te laten aan de federale regering, en dat men het effect van de uitgevoerde maatregelen zou kunnen vaststellen.

Ten tweede is er een groeiend gevoel van straffeloosheid voor vaak intersectionele agressie in de stad, omdat, net als intersectionaliteit, intersectionele agressie specifieke aandacht vereist. Mannen slaan vrouwen in het gezicht omdat zij hun plaats innemen in een stad die ontworpen is naar het mannelijk model.

Tot slot, de behoefte aan bijstand, niet alleen van de politie of dienstverleners, maar ook van voorbijgangers en Brusselse medeburgers. Hulp bieden aan onze medemensen is nog niet vanzelfsprekend, maar de zorg voor slachtoffers leert ons dat zich gesteund weten tijdens een brute aanslag op de eigen integriteit bevorderlijk is voor het herstel. Voorlopig is er nog geen plan daartoe opgesteld.

Mevrouw Nicole Nketo Bomele (DéFI) dankt de indienster voor haar getuigenis over dit probleem waarmee vrouwen en minderheden enorm te kampen hebben. In november 2019 werd haar parlementair attaché, die nog student was, het slachtoffer van een poging tot verkrachting in het Jubelpark. Deze aanrandingen in het Jubelpark zijn beangstigend omdat zij gebeuren in een welgesteld deel van Brussel waar men verwacht veilig te zijn. Niets is minder waar. Seksueel geweld kan in elke omgeving, in elke gemeente gebeuren. Het is een kwestie van minuten of zelfs seconden die een heel leven op zijn kop zetten. Wij leven in een welvarend land, maar geweld tegen vrouwen wordt beschouwd als een op zichzelf staand incident, gepleegd door gekken, terwijl de daders met de vinger gewezen. Er moet een mentaliteitsverandering komen : het is niet "een vrouw die verkracht is" maar "een verkrachter die een verkrachting heeft gepleegd". Er moet meer gedaan worden om dit geweld in te dammen. Praten alleen is niet genoeg; er zijn meer concrete acties nodig om ervoor te zorgen dat deze gedragingen zich niet meer voordoen.

De spreekster wijst op een aantal tekortkomingen, te beginnen met de incoherente van de politiezones. De binnenkant van het park komt overeen met de code 1000 Brussel, terwijl het een paar meter verder het grondgebied van Etterbeek is. Het gevolg is dat, wanneer een slachtoffer een klacht wil indienen, de politie de controle over de zaak verliest en deze moet doorschuiven naar een andere zone. Vanuit praktisch oogpunt zorgt de administratieve verdeling van Brussel voor moeilijkheden.

Ten tweede is er een groot verschil in opleiding voor de opvang van slachtoffers tussen de politiebureaus. Sommige zijn zeer goed uitgerust om slachtoffers op te vangen, andere bureaus niet. Bovendien werken niet alle camera's in de parken. Het is belangrijk ervoor te zorgen dat in een hoofdstad de camera's, die een onmisbaar instrument zijn in de strijd tegen geweld, op openbare plaatsen werken en dat er voor veiligheid wordt gezorgd, zodat vrouwen rustig in de parken kunnen wandelen. Er moeten borden komen waarop de aanwezigheid van camera's wordt aangegeven,

sensibiliser à ces actes de violence. Il est également important qu'une présence policière permanente soit assurée dans tous les grands espaces.

Enfin, l'oratrice met en exergue l'importance de la prévention en Fédération Wallonie Bruxelles, pour apprendre aux enfants dès la maternelle à respecter les femmes et pas seulement aux femmes une manière de se comporter dans l'espace public pour se préserver. Elle interroge la pétitionnaire sur sa position par rapport à ses propositions et adressera des questions concrètes à la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou.

Mme Hilde Sabbe (one.brussels-voortuit) remercie la pétitionnaire pour cette pétition et son courage de parler au nom de toutes les femmes victimes qui n'osent pas porter plainte. Sans revenir sur les propositions des autres députés, elle rappelle que son groupe n'est pas favorable à une présence policière accrue, les études montrant que cela ne produit que peu d'effet. Il est difficile qu'une promenade dans le parc se fasse sous haute surveillance. Mieux vaut conserver l'esprit de liberté dans les espaces publics. Beaucoup de travail reste à faire en matière d'aménagement de l'espace public. Par exemple, des sorties de bus ou trams finissent par une petites ruelle.

Toutefois, le problème de la violence, sexuelle ou autre, contre les femmes est un problème d'hommes. Rien ne portera ses fruits si l'on ne commence pas par éduquer les hommes, jeunes ou vieux, en termes de respect et de comportement.

Mme Véronique Lefrancq (cdH) rejoint ses collègues et réitère son admiration par rapport au témoignage, au courage et à l'initiative d'avoir récolté plus de 12.000 signatures. L'oratrice relève l'assistance psychologique totalement maladroite subie à la suite des faits. Elle remercie la présidente pour cet exercice qui change un peu le rythme de travail de la commission et permet de mieux comprendre certaines réalités grâce à des témoignages vivants.

La lutte contre les violences faites aux femmes est au cœur du combat de tous les membres de la commission. Certains espaces publics ne sont pas sécurisants pour les femmes que ce soit en termes de sécurité proprement dite ou de sentiment de sécurité.

Dès leur plus jeune âge, les Bruxelloises se construisent en rasant pour faire face à la violence, aux agressions et aux insultes constantes dans l'espace public. Cette réalité ne s'arrête pas au parc du Cinquantenaire mais dans de nombreux quartiers les femmes marchent tête baissée, mettent des écouteurs, adoptent une allure rapide, évitent de lever le visage lorsqu'elles sont accostées, préfèrent emprunter une rue plutôt qu'une autre, un arrêt de métro plutôt qu'un autre. C'est un peu le vécu quotidien. Pour sa part, l'oratrice s'arrange toujours pour être accompagnée dans certains axes, quitte à inventer des prétextes. Cela signifie-t-il manquer de courage ? C'est la peur au ventre qu'elle traverse certains endroits parce qu'elle a été agressée, insultée et son mental en a été affecté, ce qui la fait agir différemment.

om de mensen bewust te maken van deze gewelddaden. Het is ook belangrijk dat er permanent politie aanwezig is in alle grote ruimten.

Tot slot benadrukt de spreekster het belang van preventie in de Federatie Wallonië-Brussel, om kinderen vanaf de kleuterschool respect voor vrouwen bij te brengen en niet alleen vrouwen een manier aan te leren hoe zich in de openbare ruimte te gedragen uit zelfbescherming. Zij vraagt de indienster hoe ze staat tegenover de voorstellen en zal concrete vragen stellen aan de staatssecretaris Nawal Ben Hamou.

Mevrouw Hilde Sabbe (one.brussels-voortuit) dankt de indienster voor haar petitie en haar moed om te spreken namens alle vrouwelijke slachtoffers die geen klacht durven in te dienen. Zonder op de voorstellen van de andere volksvertegenwoordigers terug te komen, herinnert zij eraan dat haar fractie geen voorstander is van een grotere politie-aanwezigheid, omdat uit studies blijkt dat dit weinig effect heeft. Het is lastig om een wandeling in het park te maken onder strenge bewaking. Het is beter om de vrijheidszin in de openbare ruimte te bewaren. Er is nog veel werk op het vlak van de inrichting van de openbare ruimten. Uitgangen van bus en tram komen bijvoorbeeld uit in een klein steegje.

Het probleem van het al dan niet seksueel geweld tegen vrouwen is echter een mannenprobleem. Er zal niets veranderen als wij niet beginnen met mannen, jong of oud, op te voeden in termen van respect en gedrag.

Mevrouw Véronique Lefrancq (cdH) sluit zich bij haar collega's aan en sprak nogmaals haar bewondering uit voor de getuigenis, de moed en het initiatief om meer dan 12.000 handtekeningen te hebben verzameld. Zij wijst op de totaal onbeholpen psychologische bijstand die na de gebeurtenissen is verleend. Zij dankt de voorzitter voor deze onderneming, die het tempo van de werkzaamheden van de commissie een beetje heeft gewijzigd en die dankzij de levendige getuigenissen een beter inzicht in bepaalde realiteiten mogelijk heeft gemaakt.

De strijd tegen geweld tegen vrouwen staat centraal in de strijd van alle commissieleden. Sommige openbare ruimten zijn niet veilig voor vrouwen, hetzij wat de veiligheid zelf betreft, hetzij wat hun gevoel van veiligheid betreft.

Van jongens af aan bouwen de Brusselse vrouwen een listige manier op om met geweld, agressie en voortdurende beledigingen in de openbare ruimte om te gaan. Deze realiteit houdt niet op bij het Jubelpark, maar in veel wijken lopen vrouwen met het hoofd omlaag, dragen koptelefoons, lopen in een snel tempo, vermijden op te kijken als ze aangeklampt worden, nemen liever de ene straat dan de andere, liever de ene metrohalte dan de andere. Dat is een beetje de dagelijkse kost. Van haar kant slaagt de spreekster er altijd in zich op bepaalde routes te laten vergezellen, zelfs als dat betekent dat zij voorwendsels moet verzinnen. Betekent dit dat het haar aan moed ontbreekt? Met angst in de maag gaat zij door bepaalde plaatsen, want zij werd aangevallen, beledigd en haar mentale gesteldheid werd aangetast, waardoor zij zich anders is gaan gedragen.

Cela nous interroge sur l'appropriation masculine de l'espace public, fondement même du résultat du travail de la pétitionnaire avec ses propositions extrêmement riches. Certaines sont déjà portées par des ministres, d'autres ont déjà été abordées mais elles rappellent l'urgence de certaines mesures. À Koekelberg, un plan lumière est discuté afin que les ruelles offrent davantage de sécurité. L'intervenante rappelle l'exemple de l'insécurité clairement genrée dans l'espace public en 2012 lorsqu'une étudiante flamande emménageait à Bruxelles pour ses études en cinéma et dévoilait un documentaire en caméra cachée pour dénoncer les agressions quotidiennes. Près de dix ans plus tard, l'insécurité perdure dans de nombreux quartiers. Il est temps d'en finir et de sanctionner les auteurs des violences verbales et physiques.

L'intervenante souligne également le rôle des observateurs qui assistent à une agression sans réagir. Au-delà de la peur, la victime d'une agression ne comprend pas pourquoi une personne, voyant ce qui se passait, n'est pas venue lui prêter assistance. C'est une forme de seconde agression qui donne l'impression de vivre dans une jungle où le silence des autres renforce le pouvoir de quelques-uns dans certains espaces.

Représenant les suggestions de la pétition telles l'éclairage public, la création d'une application mobile, la présence des forces de l'ordre sur le terrain, la députée attend le soutien et la prise de conscience des différents membres du gouvernement car cette problématique fait appel à l'ensemble des compétences de tous les ministres. Elle espère que les travaux et réflexions porteront leurs fruits, avec un travail effectif, quelle que soit la forme finale. Tout comme la pétitionnaire, l'oratrice espère que la sécurité dans l'espace public aboutira à la fin de son appropriation masculine afin de garantir l'épanouissement, non seulement des femmes, mais de tous.

Mme Margaux De Ré (Écolo) exprime sa solidarité et remercie Mme Rubi Caellas pour cette pétition permettant de mettre en lumière une réalité telle qu'elle est vécue dans leur chair par de nombreuses femmes et minorités sexuelles. Elle était intervenue dans le débat parlementaire auprès de la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou et du ministre président Rudi Vervoort sur le sujet. La députée remercie également la pétitionnaire pour sa démarche qui met en lumière un outil démocratique par le biais de cette pétition. Trop de personnes ignorent qu'elles peuvent donner pour mission à leur Parlement de mettre à l'agenda des questions comme celle-là avec des propositions concrètes et amener les députés à prendre position.

La pétitionnaire a aussi valorisé l'existence de cet outil pour de nombreuses questions, notamment liées aux droits des femmes passés sous silence dans notre société. Il s'agit d'un problème structurel intériorisé et touchant à l'ensemble des compétences de tous les niveaux de pouvoir, de tous les ministres. À l'entame de ses travaux en 2019, cette commission de l'égalité des chances et des droits des femmes

Dit roept vragen op over de mannelijke toe-eigening van de openbare ruimte, die juist de basis vormt van het resultaat van het werk van de indienster met haar uiterst interessante voorstellen. Sommige van deze voorstellen zijn reeds door ministers in het leven geroepen, andere zijn reeds besproken, maar zij herinneren ons vooral aan de dringende noodzaak van bepaalde maatregelen. In Koekelberg wordt een verlichtingsplan besproken, zodat de stegen veiliger zouden zijn. De spreekster herinnert aan het voorbeeld van een duidelijk genderspecifieke onveiligheid in de openbare ruimte in 2012, toen een Vlaamse studente voor haar filmstudies naar Brussel verhuisde en een documentaire met verborgen camera onthulde om de dagelijkse agressies te bekijken. Bijna tien jaar later heerst er nog steeds onveiligheid in vele wijken. Men moet hier nu een einde aan maken en de daders van verbaal en fysiek geweld bestraffen.

De spreekster wijst ook op de rol van toeschouwers die een aanranding gadeslaan zonder in te grijpen. Behalve angst begrijpt het slachtoffer van een aanranding niet waarom iemand, die zag wat er gebeurde, hem of haar niet te hulp kwam. Het is een vorm van tweede geweldpleging, die de indruk wekt in een jungle te leven, waar het zwijgen van anderen de macht van enkelen in bepaalde ruimten versterkt.

De volksvertegenwoordigster herhaalt de voorstellen van de petitie, zoals de openbare verlichting, het maken van een mobiele applicatie, de aanwezigheid van de politie ter plaatse en verwacht de steun en de bewustwording van de verschillende regeringsleden, want dit probleem doet een beroep op de bekwaamheid van alle ministers. Zij hoopt dat de werkzaamheden en de overpeinzingen vruchten zullen afwerpen, met doeltreffend werk, ongeacht de uiteindelijke vorm. Evenals de indienster hoopt zij dat de veiligheid in de openbare ruimte zal leiden tot een beëindiging van de mannelijke toe-eigening ervan, zodat de ontspeling, niet alleen van de vrouwen, maar van allen, gewaarborgd is.

Mevrouw Margaux De Ré (Écolo) betuigt haar solidariteit en dankt mevrouw Rubi Caellas voor deze petitie die de aandacht vestigt op een realiteit die door veel vrouwen en seksuele minderheden wordt ervaren. Zij had zich in het parlementaire debat met staatssecretaris Nawal Ben Hamou en ministerpresident Rudi Vervoort over dit onderwerp gemengd. De volksvertegenwoordigster bedankt de indienster ook voor haar initiatief om via deze petitie een democratisch instrument onder de aandacht te brengen. Te veel mensen zijn zich er niet van bewust dat zij hun Parlement de taak kunnen geven om kwesties als deze op de agenda te zetten met concrete voorstellen en de volksvertegenwoordigers zover te krijgen dat zij een standpunt innemen.

De indienster heeft ook het bestaan van dit instrument voor talrijke kwesties benadrukt, vooral die in verband met de rechten van de vrouw, die in onze maatschappij genegeerd worden. Dit is een geïnternaliseerd structureel probleem, dat alle bevoegdheden van alle machtsniveaus, alle ministers treft. Bij de aanvang van haar werkzaamheden in 2019 heeft deze Commissie voor gelijke kansen en

a choisi d'auditionner tous les ministres et secrétaires d'État sur les questions de genre, dont les violences faites aux femmes. Cela participait d'une volonté de rappeler que la secrétaire d'État en charge de l'égalité n'est pas la seule en charge de toute la politique de la Région en termes de lutte contre les violences. Elle doit être présente partout dès qu'on un euro est versé à un projet.

Les témoignages relatés montrent la nécessité d'une impulsion très forte pour atteindre les personnes qui rencontrent les victimes. Mme De Ré rejoint l'oratrice précédente quant à la place accordée aux auteurs dans tout ce qui existe. Aujourd'hui, la victime est au centre des campagnes de violences faites aux femmes mais il est fondamental de réfléchir aussi aux auteurs. La pétitionnaire a raison de dire qu'il faut travailler sur les mentalités. Comme la violence est un processus tendant à se répéter et à se renforcer, si on reste dans du palliatif du côté des victimes et qu'on ne traite jamais la violence à sa source, on rate l'objectif de casser ce cercle et de mettre un terme aux questions de violence.

Parfois, dans les débats publics, cela semble exiger un effort des personnes non concernées. Or, on parle de plus de la moitié de l'humanité. De plus, l'égalité et la lutte contre les violences en général profite à tout le monde. C'est un combat pour le bien commun, des rues plus apaisées, des parcs plus accueillants. Qu'on soit homme ou femme, jeune ou plus âgé, on en profite tous collectivement. Cet objectif fondamental doit rassembler le plus grand nombre.

On gagne à s'enrichir de l'expérience des associations. Un plan a été mis en place à la Fédération Wallonie Bruxelles pour les droits des femmes, piloté par un organe rassemblant diverses associations actives dans ce domaine. C'est assez inédit et assez efficace. Cela signifie que les politiques publiques sont aussi surveillées, analysées et suivies par les associations dotées d'une expertise aiguisée. C'est un modèle à intégrer : voir comment faire venir toutes expertises de la société vers les parlements et vers les politiques publiques. Par exemple, pour le plan « Femmes au parc », l'asbl Garance, spécialisé dans les questions de violence, a été sollicitée. Cela veut dire qu'elle peut mettre son expertise au service des plans d'action par rapport au parc. Le ministre Maron a demandé que les gardiens soient formés parce qu'on a beaucoup parlé de la police mais il serait intéressant que les personnes relevant du service public Bruxelles Environnement présentes dans les parcs soient aussi formées et puissent accueillir une parole de victime. Dans un tout autre contexte, la députée a subi un vol dans un parc. Le gardien présent est venu à sa rencontre, l'a rassurée et a prévenu police. C'est avec un rôle de proximité comme celui-là qu'on fait vivre une ville, quand toutes les personnes dans l'espace public sont garantes de cet horizon apaisé.

Quant aux mesures suggérées, la signalétique sera certainement modifiée. Des visites exploratoires sur seront organisées par rapport à l'éclairage afin de cerner les points

vrouwenrechten ervoor gekozen alle ministers en staatssecretarissen te horen over gendervraagstukken, waaronder geweld tegen vrouwen. Dit maakte deel uit van de wens om eraan te herinneren dat de Staatssecretaris voor Gelijkheid niet de enige is die verantwoordelijk is voor het gehele beleid van het Gewest op het gebied van de bestrijding van geweld. Zij moet overal aanwezig zijn, zodra er één euro aan een project wordt gegeven.

Uit de getuigenissen blijkt dat er een zeer krachtige impuls nodig is om de mensen te bereiken die de slachtoffers ontmoeten. Mevrouw De Ré is het met de vorige spreekster eens over de plaats die aan de daders wordt gegeven in al het bestaande. Tegenwoordig staat het slachtoffer centraal in de campagnes over geweld tegen vrouwen, maar het is van essentieel belang ook na te denken over de daders. De indienster heeft het terecht over de noodzakelijke mentaliteitsverandering. Aangezien geweld een proces is dat de neiging heeft herhaald en versterkt te worden, als men enkel de slachtoffers behandelt en het geweld nooit bij de bron aanpakt, missen wij het doel deze cirkel te doorbreken en een einde te maken aan het geweld.

Soms, in openbare debatten, lijkt dit een inspanning te vergen van degenen die er niet bij betrokken zijn. Maar wij hebben het over meer dan de helft van de mensheid. Bovendien komt de gelijkheid en de strijd tegen geweld in het algemeen iedereen ten goede. Het is een strijd voor het algemeen welzijn, voor rustigere straten en meer aangename parken. Of u nu man of vrouw bent, jong of oud, wij hebben hier collectief profijt bij. Deze fundamentele doelstelling moet zoveel mogelijk mensen samenbrengen.

Men heeft er baat bij te leren van de ervaring van verenigingen. In de Federatie Wallonië-Brussel is een plan uitgewerkt voor de vrouwenrechten, onder leiding van een orgaan waarin verschillende verenigingen die op dit gebied actief zijn, zijn samengebracht. Dit is vrij uniek en doeltreffend. Het betekent dat het overheidsbeleid ook wordt gemonitord, geanalyseerd en gevolgd door verenigingen met een scherpe deskundigheid. Dit is een te integreren model : zien hoe alle deskundigheid van de samenleving kan worden ingebracht in de parlementen en het overheidsbeleid. Zo werd voor het plan "Vrouwen in het park" een beroep gedaan op de vzw Garance, die gespecialiseerd is in geweldvraagstukken. Dit betekent dat zij haar deskundigheid ten dienste kan stellen van de actieplannen in verband met het park. Minister Maron heeft gevraagd om de bewakers op te leiden, want er is veel over de politie gesproken, maar het zou interessant zijn als de mensen van de openbare dienst van Leefmilieu Brussel die in de parken aanwezig zijn, ook opgeleid zouden worden en in staat zouden zijn om naar de slachtoffers te luisteren. In een heel andere context werd de volksvertegenwoordiger in een park beroofd. De aanwezige bewaker kwam haar tegemoet, stelde haar gerust en liet de politie in. Een stad leeft op met zo'n nabijheidssrol, wanneer alle mensen in de openbare ruimte garant staan voor deze vreedzame toekomst.

Wat de voorgestelde maatregelen betreft, zal de bebording zeker worden aangepast. Er zullen verkennende bezoeken worden georganiseerd in verband met de

noirs. En terme d'outils de changement structurel, la ministre Van den Brandt s'est engagée en début de la législature à organiser des visites avec des femmes dans des stations de métro, des parcs pour permettre à des femmes de vivre dans leur chair un déplacement dans un espace et constater qu'il est trop sombre, trop exposé. L'implication des utilisateurs et utilisatrices d'un espace pour le construire est très important et manque dans l'ancienne vision de l'urbanisme.

L'oratrice attire l'attention sur le fait que le parc était un point noir personnellement vécu mais que cela s'étend partout. Dans des zones de la ville bien moins densément habitées diminue le contrôle social et augmente l'insécurité. Dans des rues, il n'y a pas construction ou d'anciens hangars ou des magasins fermés le soir sans personne aux alentours. Il convient d'y prêter attention lorsqu'on construit ces politiques publiques.

Sous l'ancienne législature, cette commission avait émis des recommandations très concrètes qui ont en grande partie été intégrées dans les différentes politiques. Cela signifie qu'on avance. Au niveau du fédéral, un plan fédéral d'action de lutte contre les violences est en cours d'élaboration. Tous les niveaux de pouvoir sont impliqués et ont conscience de ces enjeux. Ce sujet ne cessera pas d'alimenter notre travail.

Notre éducation au rapport à l'espace est questionnée. Lorsqu'un enfant dans une cour de récréation voit l'espace physique alloué aux jeux de ballon au centre et puis les filles reléguées à la périphérie sans espace physique pour s'amuser, jouer, discuter, toujours un peu laissées, symboliquement c'est déjà quelque chose qui doit nous questionner et sans aucun doute dès lors déjà les germes de certaines pratiques ultérieures dans l'espace public dans la tête des jeunes. C'est l'intérieurisation dans notre chair de tous ces comportements qui est au cœur du problème.

Mme Carla Rubi Caellas remercie les députés pour cet échange. Vu le nombre de questions posées, elle demande qu'elles lui soient envoyées par écrit. Elle souhaite aussi connaître les prochaines étapes.

Margaux De Ré (Écolo) déclare que ces échanges alimenteront le travail des députés en commission, afin d'interroger les ministres et secrétaires d'État compétents. Ensuite, puisqu'un rapport sera publié, il pourra être discuté et présenté à l'ensemble des députés. Ces questions revenant régulièrement dans les discussions de cette commission, la pétitionnaire pourra être tenu informée de questions traitant du même sujet.

Mme Delphine Chabbert (PS) enverra ses questions mais en pose une très concrète: la pétitionnaire a-t-elle été associée au projet « Femmes au parc » mené par Bruxelles Environnement. Si tel n'est pas le cas, cela est vraiment regrettable. Ce serait très utile et concret pour donner suite

à cette question. La pétitionnaire a également demandé à ce que l'indienster soit invitée à la présentation du rapport. Cela devrait être fait dans le cadre d'une séance publique de la commission. La pétitionnaire a également demandé à ce que l'indienster soit invitée à la présentation du rapport. Cela devrait être fait dans le cadre d'une séance publique de la commission.

De spreekster vestigt de aandacht op het feit dat het park een slechte ervaring is die zij persoonlijk heeft meegemaakt, maar dat dit zich overal uitbreidt. In de minder dichtbevolkte gebieden van de stad is de sociale controle verminderd en is de onveiligheid toegenomen. In sommige straten is er geen bebouwing of zijn er oudeloodsen of winkels die 's nachts gesloten zijn en is er niemand in de buurt. Daar moet rekening mee worden gehouden bij het uitstippelen van deze overheidsmaatregelen.

Tijdens de vorige zittingsperiode had deze commissie zeer concrete aanbevelingen gedaan, die grotendeels in de verschillende beleidsvormen zijn gegoten. Dit betekent dat er vooruitgang wordt geboekt. Op federaal niveau wordt gewerkt aan een federaal actieplan ter bestrijding van geweld. Alle machtsniveaus zijn erbij betrokken en zijn op de hoogte van de problematiek. Dit onderwerp zal niet ophouden ons werk te voeden.

Onze opvoeding met betrekking tot de ruimte wordt in twijfel getrokken. Wanneer een kind op een speelplaats de fysieke ruimte toegewezen ziet aan balspelen in het midden en dan de meisjes gedegradeerd ziet naar de zijkanten zonder fysieke ruimte om te spelen, plezier te maken, te discussiëren, altijd een beetje achtergelaten, dan is dat symbolisch al iets waarbij we ons vragen moeten stellen en zaait dit ongetwijfeld al de kiem van bepaalde latere praktijken in de openbare ruimte in de hoofden van de jongeren. Het is de verinnerlijking van al deze gedragingen die de kern van het probleem is.

Mevrouw Carla Rubi Caellas bedankt alle volksvertegenwoordigers voor deze uitwisseling. Gelet op het aantal gestelde vragen, verzoekt zij deze schriftelijk aan haar door te sturen. Zij wil ook graag de volgende stappen kennen.

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo) verklaart dat deze uitwisselingen als input zullen dienen voor de werkzaamheden van de volksvertegenwoordigers in de commissie, om de bevoegde ministers en staatssecretarissen te ondervragen. Vervolgens zal een verslag worden gepubliceerd, dat dan kan worden besproken en aan alle volksvertegenwoordigers kan worden voorgelegd. Aangezien deze kwesties regelmatig in de commissie worden besproken, kan de indienster op de hoogte worden gehouden van vragen over hetzelfde onderwerp.

Mevrouw Delphine Chabbert (PS) zal haar vragen toesturen, maar stelt een zeer concrete vraag: is de indienster betrokken geweest bij het project "Vrouwen in het Park" van Leefmilieu Brussel? Indien niet is dit echt spijtig. Het zou zeer nuttig en concreet zijn om de verzoeken op te volgen.

aux demandes.

Mme Carla Rubi Caellas ignorait tout de cette initiative « Femmes au parc ».

Mme Delphine Chabbert (PS) lui enverra les informations et espère que Bruxelles Environnement la contactera à tout le moins pour solliciter son avis.

Mme Nicole Bomele (DéFI) rappelle que le rôle de la commission pour l'Égalité des chances est vraiment de lutter contre la discrimination dont les femmes sont victimes. Elle regrette que cette commission ne rassemble que des femmes, alors que des membres de DéFI souhaiteraient y participer, mais ne le peuvent en raison de la concomitance d'autres commissions le mardi matin. Ils demandent que cette commission se réunisse un jour où chacun est disponible parce que le besoin est présent mais un problème d'agenda les empêche d'y participer.

Mme Margaux De Ré (Écolo) répond que, pour les questions d'agenda, le mardi matin est seul créneau disponible.

Mme Clémentine Barzin (MR), estimant que les échanges ont été riches, confirme que les députés transmettront leurs questions à la pétitionnaire et garderont le contact. Puisqu'un rapport sera publié, elle se demande si des questions peuvent tout de même être adressées à la secrétaire d'État Nawal Ben Hamou, en tout cas qu'elle soit conviée à un échange de vues sur la base du rapport.

– Confiance est faite aux rapporteuses pour la rédaction du rapport.

Les Rapporteuses,

Lotte STOOPS
Viviane TEITELBAUM

La Présidente,

Margaux DE RÉ

Mevrouw Carla Rubi Caellas was niet op de hoogte van dit initiatief "Vrouwen in het park".

Mevrouw Delphine Chabbert (PS) zal haar de informatie sturen en hoopt dat Leefmilieu Brussel ten minste contact met haar zal opnemen om naar haar mening te vragen.

Mevrouw Nicole Bomele (DéFI) zegt dat de rol van de Commissie voor gelijke kansen eigenlijk de bestrijding van de discriminatie van vrouwen is. Zij betreurt het dat in deze commissie alleen vrouwen zitting hebben, terwijl leden van DéFI graag zouden deelnemen, maar dat niet kunnen vanwege de gelijktijdige werkzaamheden van andere commissies op dinsdagmorgen. Zij verzoeken dat deze commissie zou vergaderen op een dag waarop iedereen beschikbaar is, omdat de behoefte er wel is, maar een agendaprobleem hen verhindert om deel te nemen.

Mevrouw Margaux De Ré (Ecolo) antwoordt dat de dinsdagochtend om agendagerelateerde redenen het enige beschikbaar moment is.

Mevrouw Clémentine Barzin (MR), die de discussies uiterst interessant vond, bevestigt dat de volksvertegenwoordigers hun vragen aan de indienster zullen doorgeven en contact zullen houden. Aangezien er een verslag zal worden gepubliceerd, vraagt zij zich af of er nog vragen kunnen worden gesteld aan staatssecretaris Nawal Ben Hamou, dan wel of zij op zijn minst kan worden uitgenodigd voor een gedachtwisseling op basis van het verslag.

– Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteurs voor het opstellen van het verslag.

De Rapporteurs,

Lotte STOOPS
Viviane TEITELBAUM

De Voorzitter,

Margaux DE RÉ